

qu'on entreprenne quelque chose, de façon à ce que le producteur sache qu'on le traite équitablement lors de la vente de ses porcs.

Le reçu que j'ai ici indique que l'intéressé a expédié deux porcs classés dans la catégorie C. Ils pesaient de 120 à 185 livres, et 241 livres les deux. Mais le prix qu'il en a tiré était inférieur de \$3 les cent livres soit \$15.35 de moins que le montant reçu pour ses porcs de la catégorie A. Au verso du reçu figurent les catégories selon lesquelles doit s'effectuer la vente. Je suis partisan de la classification des porcs, mais je trouve que les poids indiqués sont très injustes pour le producteur. Les catégories sont: A, B1, B2, B3, C, D, légers, lourds, extra-lourds, truies n° 1, et truies n° 2.

Quand un porc pèse une livre de trop, autrement dit s'il pèse 171 livres, il ne rentre plus dans la catégorie A et l'éleveur reçoit automatiquement \$3 de moins les cent livres. J'estime que c'est là un aspect que le ministre devrait examiner. L'année dernière, nous avons eu un débat durant lequel nous avons tâché de déterminer si le producteur obtenait un prix convenable pour ses produits animaux. Je suis convaincu qu'il n'y a dans notre pays, ni justice ni équité, en ce qui concerne les prix que reçoit le producteur et ceux que paie le consommateur. Je parle surtout de l'éleveur de porcs. Ainsi que je l'ai signalé, il n'y a dans notre pays, ni dans le cas des porcs, ni dans le cas des œufs, de prix minimum qui garantisse au producteur un prix juste et raisonnable, ni même de prix établi dont le Gouvernement s'attribue le mérite depuis des années.

En cette année 1956, alors que le Parlement constate que notre revenu national brut dépasse 26 milliards, il ne devrait pas avoir à scruter le sombre passé pour trouver une politique agricole. Nous devrions être capables d'élaborer une politique qui réponde aux besoins d'un pays progressiste, d'un pays qui peut produire non seulement pour ses habitants, mais pour les affamés à l'étranger. Une telle politique protégerait le producteur et lui garantirait la justice et un revenu équitable.

M. Cardiff: Monsieur le président, je me lève pour participer à ce débat parce que le ministre nous a donné un programme à suivre que je n'approuve pas entièrement. Le ministre de l'Agriculture s'est révélé un bien meilleur conseiller politique du Gouvernement qu'un ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les cultivateurs. Il y a 16 ans que je l'écoute et je reconnais qu'il est un habile ministre. J'apprécie sa compétence dans bien des domaines et je ne chercherais certainement pas à analyser les chiffres qu'il nous a cités à l'occasion. De fait, c'est une mer-

veille dans le domaine des chiffres et il est assez difficile de le mettre au pied du mur quand il cite des chiffres.

Une voix: Il dit la vérité.

M. Cardiff: Je ne donnais pas à entendre qu'il ne dit pas la vérité en toute occasion. Je respecte beaucoup le ministre à cet égard, mais il a l'heureux talent de gauchir les chiffres.

Une voix: Les chiffres ne mentent pas.

Le très hon. M. Gardiner: Je me contente de les signaler, je ne les gauchis pas.

M. Cardiff: Le ministre a versé au hansom certains chiffres, mais nous n'avons pas eu l'occasion d'en saisir nous-mêmes la portée; quand il s'agit de dire aux cultivateurs qu'ils sont en meilleure posture que jamais, c'est une autre histoire.

Quiconque s'y connaît le moins bien en revenu agricole, sait parfaitement bien que les cultivateurs de notre pays forment la seule catégorie dont la prospérité ne se soit pas accrue de pair avec le revenu national. Tous les autres secteurs ont prospéré en proportion, mais non les cultivateurs. Ils ont écopé d'un bout à l'autre. Ils sont toujours les derniers à bénéficier des hausses de prix et les premiers à souffrir des fléchissements de prix. Nous souffrons de la chute des cours depuis presque trois ans. Nos affaires baissent alors que montent les prix de tout ce que nous devons acheter. Le prix que nous touchons à l'égard de nos produits n'a rien de réel. Ce qui nous reste après que nous avons acheté ce dont nous avons besoin est notre profit, et nous n'en avons guère réalisé.

Je n'ai pas l'intention de parler du blé, mais si tel était le cas je dirais que c'est en grande partie la faute du Gouvernement si notre blé n'a plus accès aux marchés britanniques. Nous avons refusé la signature des acheteurs britanniques sur un prix de \$2 parce que nous voulions absolument obtenir \$2.05. Il en résulte que nous n'avons jamais vendu de blé à ce prix. Nous aurions pu conserver le marché britannique tout aussi facilement que nous l'avons perdu. Les Anglais sont de fins acheteurs et ils savent voir quand on leur offre un bon prix.

Lorsque nous avons maintenu le prix de notre blé à \$2.05, nous avons perdu le marché britannique, et, depuis, ils ne nous ont guère acheté de blé. J'ai entendu dire au ministre du Commerce que nous n'avions pas perdu le marché britannique, que les Anglais seraient obligés d'acheter de notre blé, mais ils ne s'y sont pas trouvés contraints. Ils ont acheté leur blé en Russie où ils l'ont obtenu à meilleur marché qu'ici. Bien plus, des pays européens ont dû produire leur propre blé car il coûtait trop cher de l'acheter.